

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 07/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL DE LA VILLE HERVE**

LA VILLE HERVE  
22630 Tréfumel

Références : PBBBB-2024-08-01  
Code AIOT : 0052206272

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement EARL DE LA VILLE HERVE implanté LA VILLE HERVE 22630 Tréfumel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DE LA VILLE HERVE
- LA VILLE HERVE 22630 Tréfumel
- Code AIOT : 0052206272
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

exploitation avicole et porcine

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Planifiée conditionnalité des aides

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
18	Conditions de dépôt générales	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1- II- 2°	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tenue du cahier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'épandage : complétude		
2	Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V	Sans objet
3	Respect des distances d'épandage des fertilisants azotés	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5-1	Sans objet
4	Obligation de couverture des sols - types de couvertures	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2	Sans objet
5	Dates limites d'implantation de l'interculture	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 03/02/02	Sans objet
6	Dates minimales de destruction du couvert	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 03/02/02	Sans objet
7	Bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 10 mètres (en ZAR)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 7-1	Sans objet
8	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	Sans objet
9	Protection des berges de cours d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5-2	Sans objet
10	Mode de calcul du rendement moyen	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3-2	Sans objet
11	Élaboration du tableau des rendements par parcelle	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3-2	Sans objet
12	Réalisation d'analyses de sol : utilisation du RSH	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8	Sans objet
13	Outils de pilotage	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9	Sans objet
14	Dépassement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de la dose totale prévisionnelle	article 10	
15	Recours à des outils de calcul de la dose prévisionnelle: conditions	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 7	Sans objet
16	Réalisation du plan prévisionnel de fumure	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 11	Sans objet
17	Apports azotés sur CIVE et dérobes	Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article Annexe 1-3)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Présence d'un dépôt de matières organique régulier non conforme à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tenue du cahier d'épandage : complétude

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :1. Les superficies effectivement épandues ;2. en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot culturel des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ;4. La nature des cultures ;5. Les rendements des cultures ;6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  V.- La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote. ...

<p>La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est égale à la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation divisée par la surface agricole utile. Tous les fertilisants azotés d'origine animale sont considérés, qu'ils aient subi ou non un traitement ou une transformation, y compris lorsqu'ils sont homologués ou normés.</p> <p>Les quantités d'azote épandues chez les tiers ou provenant de tiers figurent sur les bordereaux d'échanges d'effluents prévus au IV de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Respect des distances d'épandage des fertilisants azotés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : épandages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale d'épandage doit être respectée par rapport aux points d'alimentation en eau potable, aux lieux de baignades et plages, aux zones conchylicoles, et aux forages ou puits. Des dérogations individuelles peuvent être accordées par le Préfet de département pour l'épandage en zones conchylicoles telles que définies par les arrêtés préfectoraux portant classement de salubrité des zones de production et d'élevages de coquillages. Les conditions de distances et de demande de dérogation sont fixées dans l'annexe 7.</p> <p>L'épandage des fertilisants de type II est par ailleurs interdit à moins de 100 mètres des berges des cours d'eau si la pente régulière du sol est supérieure à 7%. Cette distance peut être ramenée à 35 mètres si la pente est inférieure à 15% et s'il existe sur l'îlot un talus continu, perpendiculaire à la pente permettant d'éviter tout ruissellement ou écoulement vers le cours d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Obligation de couverture des sols - types de couvertures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols entre 2 cultures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque exploitation a l'obligation de mettre en place ou de maintenir, sur la totalité des surfaces exploitées, une couverture végétale destinée à absorber l'azote du sol au cours des périodes pluvieuses et à éviter le ruissellement. Pendant ces périodes, les parcelles agricoles doivent être couvertes soit par une culture d'hiver, soit par une culture dérobée dont Culture Intermédiaire à Vocation Énergétique (CIVE), soit par une Culture Intermédiaire Pièges à Nitrates (CIPAN) dont des repousses de colza denses et homogènes, soit par broyage et enfouissement superficiel des cannes de maïs grain. Les repousses de céréales ne sont pas considérées comme couverture végétale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La culture intermédiaire piège à nitrate (CIPAN) doit être constituée à partir des plantes récapitulées en annexe 3 ; l'introduction de légumineuses en mélange (avec une proportion maximum de 20% de légumineuses) est autorisée au semis</li> </ul> <p>Dans le cas particulier des intercultures longues à la suite d'une culture de maïs grain, la couverture peut être obtenue par un broyage fin des cannes de maïs grain suivi d'un enfouissement des</p>

<p>résidus dans les quinze jours suivants la récolte. Pour les cultures pérennes, en particulier pour les vergers de plus de trois ans, un couvert inter-rangs est à prévoir.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Dates limites d'implantation de l'interculture**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 03/02/02</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols entre 2 cultures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas d'intercultures longues, le couvert végétal est implanté rapidement après la récolte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après céréales et autres cultures d'été, au plus tard le 10 septembre ;</li> <li>• Après maïs, au plus tard le 1er novembre ;</li> <li>• Dans la succession maïs grain ou maïs ensilage récolté après le 10 octobre suivi d'une culture de printemps, l'implantation d'une culture sous couvert sera privilégiée. L'implantation d'un couvert sous maïs se fera au stade 7-8 feuilles.</li> </ul> <p>Le couvert n'est pas obligatoire en interculture sur les îlots culturaux lorsque la date de la récolte de la culture est postérieure au 1er novembre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Dates minimales de destruction du couvert**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 03/02/02</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols entre 2 cultures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le couvert est maintenu jusqu'au 1er février a minima excepté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si une culture de type légumière primeur ou protéagineux de printemps est implantée en remplacement de celui-ci. Dans ce cas, le couvert est maintenu au moins jusqu'au 15 décembre ;</li> <li>• Si une culture dérobée tient lieu de couverture.</li> </ul> <p>Dans le cas d'une montée précoce en graines du couvert, un roulage est toléré avant le 1er février.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 10 mètres (en ZAR)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 7-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols le long des cours d'eau</p>

<b>Prescription contrôlée :</b>
Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres
<b>Constats :</b>
Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA
<b>Prescription contrôlée :</b>
Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.
<b>Constats :</b>
Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Protection des berges de cours d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : pâturage
<b>Prescription contrôlée :</b>
Toute dégradation des berges ou du lit des cours d'eau définis à l'article 3.3. du présent arrêté liée au piétinement du bétail est interdite. La modification maîtrisée par des aménagements tels que, par exemple, les passages à gué et les zones d'abreuvement aménagées, reste autorisée.
<b>Constats :</b>
Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mode de calcul du rendement moyen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le calcul est réalisé sur la base des 5 derniers rendements de l'exploitation, desquels les deux extrêmes sont retirés. On obtient un rendement moyen sur les trois valeurs restantes.
<b>Constats :</b>

Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Élaboration du tableau des rendements par parcelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 3-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A partir de l'estimation de ce rendement moyen des parcelles de l'ensemble de l'exploitation, il convient ensuite de le moduler selon la productivité de chacune d'entre elles. Afin de conforter les objectifs de rendements retenus par parcelle, un tableau de potentiel de rendements par parcelle est établi par les exploitants. Ce tableau réactualisable constitue le référentiel des rendements utilisés pour l'élaboration du Plan prévisionnel de fumure (PPF) et doit être joint au PPF (cf annexe 12).
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Réalisation d'analyses de sol : utilisation du RSH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Obligation d'analyse de sol : Pour les cultures à dose pivot ou plafond cette obligation ne s'impose pas. La valeur du RSH à appliquer dans les calculs de fertilisation peut être issue d'un réseau régional d'analyses collectives annuelles, à défaut d'une mesure individuelle. Si une correction doit être faite entre RSH prévisionnel et RSH mesuré, celle-ci doit apparaître dans le cahier de fertilisation
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Outils de pilotage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément au 2° du III de l'annexe I de l'arrêté modifié du 19 décembre 2011 susvisé, il est recommandé d'ajuster la dose prévisionnelle en cours de cycle de culture, en fonction de l'état de nutrition azotée mesurée par un outil de pilotage.
<b>Constats :</b>  Conforme



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Dépassement de la dose totale prévisionnelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout apport d'azote supérieur à la dose totale prévisionnelle calculée selon les règles énoncées dans le présent arrêté doit être dûment justifié par l'utilisation d'un outil de raisonnement dynamique ou de pilotage de la fertilisation, ou par une quantité d'azote exportée par la culture supérieure au prévisionnel ou, dans le cas d'un accident cultural intervenu postérieurement au calcul de la dose prévisionnelle, par la description détaillée, dans le cahier d'enregistrement, des événements survenus, comprenant notamment leur nature et leur date.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Conforme</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Recours à des outils de calcul de la dose prévisionnelle: conditions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les méthodes de calcul utilisées ne peuvent différer de celles figurant en annexes qu'à condition que l'exploitant utilise un outil de calcul de la dose prévisionnelle. Pour les cultures relevant de l'article 3 du présent arrêté, la dose prévisionnelle ne peut être supérieure à la dose plafond fixée par l'arrêté qu'à condition que l'exploitant utilise un outil de calcul de la dose prévisionnelle. L'outil utilisé doit être conforme à la méthode du bilan prévisionnel telle que développée par le COMIFER. Toute utilisation d'outils de calcul ou de références autres que celles fixées par défaut par le présent arrêté devra être justifiée afin de démontrer leur parfaite conformité avec cet arrêté. Lorsque le paramétrage de l'outil requiert la réalisation de mesures ou d'analyses propres à l'exploitation, ces mesures et/ou analyses doivent être tenues à disposition de l'administration</p>
<b>Constats :</b>  <p>Conforme</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Réalisation du plan prévisionnel de fumure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2017)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le plan de fumure doit être établi pour chaque îlot cultural exploité en zone vulnérable, qu'il reçoive ou non des fertilisants. Il est exigible chaque année au plus tard au 31 mars.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Conforme</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Apports azotés sur CIVE et dérobées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2017, article Annexe 1-3)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : équilibre de la fertilisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Plafonds d'apport fertilisant au semis pour les cultures de dérobées et CIVE : - Pour un semis en juillet, les apports au semis peuvent être de 50 uN équivalent engrais maxi. - Pour un semis en août, les apports au semis peuvent être de 40 uN équivalent engrais maxi. - Pour un semis en septembre, aucun apport n'est autorisé, sauf effluent peu chargé (issu d'un traitement d'effluent brut avec une teneur < 0.5 uN/m3) dans la limite de 20 uN équivalent engrais/ha.
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Conditions de dépôt générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1- II- 2°
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : stockage ou compostage au champ
<b>Prescription contrôlée :</b>  - lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus ; les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits ;- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs dans les conditions du III de la présente annexe (1) ;- le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau ;- le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétouilles ;- la durée de stockage ne dépasse pas neuf mois ;- le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans ;- l'îlot culturel sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.
<b>Constats :</b>  Non conforme Il y a un dépôt de fumier sec sur une plateforme en stabilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective